

Le pouvoir aux travailleurs

26 MARS 1995

N° 25

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- FACE A LA FLAMBEE DES PRIX, LA REACTION DES PAUVRES EST NECESSAIRE	2
- REDEVANCE RTI UN NOUVEAU PRETEXTE POUR FAIRE PAYER LES PAUVRES	3
- LUTTE CONTRE LE BANDITISME, UNE MESURE DEMAGOGIQUE	4 - 5
- LE SOCIALISME RESTE LA SEULE SOLUTION AU CAPITALISME	5 - 8
- BURUNDI: LE SPECTRE DU RWANDA PLANE SUR BUJUMBURA.	8 - 9
- SOMMET DU MENSONGE ET DE L'HYPOCRISIE A COPENHAGUE	9 - 10

**FACE A LA FLAMBEE DES PRIX,
LA REACTION DES PAUVRES EST NECESSAIRE**

Le gouvernement vient de décider de faire passer le prix du pain de 100 à 110F. Cette mesure vient s'ajouter à tant d'autres, par exemple à celle prise au conseil de ministres d'augmenter le prix du kilo de riz de 175 à 230 F, soit une augmentation d'un peu plus de 31%, sans oublier notamment la hausse de 40%, l'année dernière, du prix du ticket de bus.

De leur côté, depuis la dévaluation, les commerçants n'hésitent pas à augmenter sans cesse les prix de la quasi totalité des produits. Ainsi, sur le marché actuel, le prix du kilo de riz s'élève parfois à 275F (au lieu des 230F officiellement décidés), le prix du kilo de la viande sans os est passé de 1.000 à 1.200, puis à 1.400 F. Celui du kilo de viande avec os est passé de 900 à 1.200 F. Le prix d'un litre d'huile Dinor est passé de 400 à 600 F; celui d'un paquet de 30 oeufs est passé de 1.000 à 1.500 F, celui du sucre est passé de 350 à 400F, etc.

Si on ajoute à cette flambée des prix, une augmentation d'au moins 70% sur les produits pharmaceutiques, et des taxes de toutes sortes que prélèvent la CIE, la SODECI et l'Etat, tout cela toujours depuis la dévaluation, on comprend que le coût de la vie est de plus en plus insupportable. D'autant plus que les salaires des ouvriers sont très bas - certains d'entre eux ne gagnent même pas 30.000F - et que leur pouvoir d'achat a considérablement baissé à la suite de la dévaluation. Pour les pauvres, la question qui se pose tous les jours est: "comment faire pour survivre"? De façon générale, le constat est le même: "Dévaluation-là va nous tuer"! C'est ce que confirme le quotidien Ivoir Soir du 15 mars en rapportant les plaintes suivantes d'une ménagère: "On va mourir, tout a augmenté. On ne peut plus rien acheter au marché".

Quand la vie est dure et qu'on souffre comme cela est actuellement le cas, il est normal de le dire. Mais se plaindre ne résout jamais rien. Les gémissements, le gouvernement ne les entend même pas. S'il lui arrive de les entendre, il s'en moque. Parce qu'il est là pour défendre les intérêts des riches et non ceux des pauvres.

En ces temps de crise, pour augmenter les recettes dont l'Etat a besoin, le gouvernement continuera à imposer aux populations pauvres le paiement de diverses taxes, tant qu'il restera persuadé qu'il n'y aura pas la moindre protestation de la part de celles-ci. Tant que les travailleurs et les pauvres ne diront rien, leur silence sera interprété par les dirigeants comme une approbation de leur politique d'austérité.

C'est ainsi qu'en faisant le bilan de la dévaluation, lors de son récent passage ici, le représentant de la Banque mondiale a tenu à féliciter la population de sa bonne conduite en acceptant la baisse de son pouvoir d'achat et les diverses augmentations des prix.

De tels propos venant des gens comme lui constituent un aveu de soulagement de sa part, mais en même temps une véritable insulte pour les populations pauvres. Car au fond, ces dirigeants s'attendaient eux-mêmes à une révolte des pauvres. Une telle révolte est tout à fait légitime. C'est pourquoi, il est temps d'exprimer le rejet de la politique d'austérité dont les victimes sont toujours les mêmes.

**REDEVANCE RTI UN NOUVEAU PRETEXTE
POUR FAIRE PAYER LES PAUVRES**

A la suite de la décision du gouvernement d'imposer le paiement de la redevance télé, ceux qui ont payé ce mois leur facture CIE ont pu constater qu'il y avait 2.000F en plus à payer. Ainsi il faudra, de fait, payer chaque mois 1.000F pour la redevance RTI, puisque la facture CIE tombe tous les deux mois.

Cette mesure, a précisé le gouvernement, ne touche pas ceux qui possèdent une puissance de 5 Ampères. Mais cela n'est qu'une façon démagogique de chercher à faire croire que le gouvernement se soucie des plus faibles. Au-delà du fait que ceux qui sont ainsi épargnés par cette mesure ne constituent qu'un petit nombre, celle-ci frappe injustement ceux - beaucoup plus nombreux - qui n'ont pas une télévision. Cette mesure est doublement injuste puisque ceux-ci paient, en fait, pour les riches qui ont deux ou plusieurs télévisions et qui ne paient que 2.000F pour la redevance d'une seule télévision.

Cela dit, même si le gouvernement avait fait payer aux riches une redevance correspondant au nombre de télévisions qu'ils possèdent, cela n'aurait rien changé au caractère injuste de cette mesure qui frappe les travailleurs. Car pour les riches, le paiement de la redevance RTI ne constitue qu'une partie dérisoire de leur superflu, alors pour les pauvres cela représente une journée de travail, c'est-à-dire ce qui est

nécessaire pour vivre.

Mais ce n'est pas un hasard si le gouvernement impose le paiement de la redevance télé à tous les abonnés de la CIE, sans tenir compte de ceux qui n'ont pas une télévision, diminuant ainsi de fait leurs salaires de 1.000F par mois. C'est que, après avoir bloqué les salaires depuis plus de dix ans, après avoir imposé le prélèvement de 1% sur les salaires au nom de la solidarité depuis des années, sans parler des hausses des prix, etc, le véritable but du gouvernement est d'utiliser la redevance télé comme un nouveau prétexte pour rançonner les travailleurs et les petits employés qui ont déjà bien du mal à s'en sortir avec leurs petits salaires.

C'est depuis des années que les masses pauvres subissent sans cesse la politique d'austérité du gouvernement. C'est elles, seules, qui paient les conséquences graves de la crise. Cela est maintenant une habitude pour le gouvernement de puiser dans les poches des travailleurs. Pourquoi va-t-il mettre fin à cela depuis qu'il y a pris goût? Cela va continuer tant qu'ils ne réagissent pas pour dire aux dirigeants qu'il y a une limite à tout. Donc, si les masses pauvres veulent obliger le gouvernement à arrêter ses attaques injustes contre elles, il est tant qu'elles se fassent entendre en opposant une riposte vigoureuse.

LUTTE CONTRE LE BANDITISME, UNE MESURE DEMAGOGIQUE

Sous prétexte de lutter contre l'insécurité, le gouvernement vient de décider l'application de la peine de mort pour les vols et autres agressions à main armée. Le projet de loi prévoit que l'exécution se fera par fusillade et en public.

Certes, il y a un vrai problème d'insécurité dans la société. Les agressions et autres vols à main armée sont devenus monnaie courante. Des hold-up se font même en plein jour. Nombreux sont les travailleurs qui, en allant au travail tôt le matin ou pour en revenant tard le soir, se font attaquer, des travailleuses qui se font violer. Dans certains marchés ou certaines rues d'Abidjan, les femmes, par exemple, évitent de se promener ou d'aller avec leurs parures, bijoux, boucles d'oreille, bagues, de peur d'être agressées publiquement. Certains quartiers, dès la tombée de la nuit, sont sous la loi de gangs qui vivent sur le dos de la population, rançonnant, rackettant en toute impunité. Tous les jours, la presse fait état de ce climat d'insécurité en montrant des jeunes délinquants arrêtés par-ci ou abattus par là.

C'est tout cela qui explique sans doute le fait que beaucoup de gens semblent apprécier la décision du gouvernement d'exécuter publiquement les voleurs. Agressés dans leurs lieux de travail, leurs quartiers et souvent même dans leurs maisons, ces gens croient que cette mesure les protégera de l'insécurité en dissuadant les

auteurs des vols à main armée. Mais ce n'est là qu'une illusion.

En effet, ce n'est pas avec des mesures administratives et des menaces de mort qu'on peut mettre fin à la criminalité et autres violences dans la société. Par cette mesure, Bédié et son gouvernement se font tout simplement une publicité à moindre frais. Mieux, à l'approche des prochaines élections, ils cherchent à apparaître comme soucieux de la sécurité des gens alors qu'en réalité ce sont eux qui sont responsables de l'insécurité et de la criminalité dans la société. Car, c'est leur système capitaliste qui est à l'origine de ces phénomènes, mais aussi de la pauvreté, de la famine et des maladies qui font des millions de victimes alors que des moyens existent pour améliorer un tant soit peu les conditions de vie des gens.

La délinquance comme le banditisme ont des origines sociales profondes. Généralement ceux qui s'adonnent à ce genre de pratique viennent des milieux pauvres. Jeunes ou vieux, c'est la misère qui les pousse au désespoir et les conduit à chercher à s'en sortir par tous les moyens, y compris par le vol, le crime ou la prostitution. Tant que par le chômage, le licenciement, la précarité, les riches condamneront des millions de familles à la misère et autres maladies, le banditisme et la criminalité ne disparaîtront

pas, quels qu'en soient les risques. Rien ne dit même qu'ils diminueront. La menace de la peine de mort n'y fera rien, d'autant plus que ceux qui sont réduits à vivre du braquage et autre vol à main armée le font déjà tout en sachant que cela peut les conduire à la mort. Ils ont choisi de mourir de cette façon-là, s'il le faut, plutôt que de mourir de misère à petit feu, dans leur coin. Ils se considèrent comme des "cabris morts". Le couteau ne leur fait plus peur, même s'il s'agit de les égorger en public.

Alors, si l'on veut en finir avec l'insécurité et la criminalité, c'est au capitalisme qu'il faut s'en prendre. Il faut arracher les richesses des mains des bourgeois, -ces vrais bandits qui volent les masses pauvres, gaspillent inutilement les biens de la société- et les répartir afin que tout le monde ait une vie digne de notre époque. Cette tâche-là, c'est au prolétariat, à l'ensemble des pauvres, de l'accomplir en mettant fin au banditisme légalisé de la bourgeoisie.

**LE SOCIALISME RESTE LA SEULE
SOLUTION AU CAPITALISME**

Dans une interview accordée au journal "Fraternité Matin" du vendredi 24 février et intitulée "le socialisme et le capitalisme ont tous échoué", l'écrivain Marcel Amondji déclare que son idéal est "une société juste où l'homme n'est pas un loup pour l'homme, où l'homme n'est pas l'ennemi de l'homme". Il fait même une critique acerbe du capitalisme: "Le problème, dit-il, c'est que quelques-uns accaparent les produits du travail collectif et laissent mourir les autres... Regardez la société américaine ou britannique ou française, ce qui domine dans ces sociétés, c'est le désespoir des masses", ajoute-t-il.

Mais, selon Amondji, pour arriver à la société juste à laquelle il prétend aspirer, il n'est pas nécessaire de se référer à des étiquettes: "la question, ce n'est pas de savoir si c'est le socialisme ou le libéralisme. Ce qui compte, c'est

l'avenir de l'humanité...", conclut-il.

Amondji a raison quand il déclare que "le problème, c'est que quelques-uns (une minorité) accaparent les produits du travail collectif et laissent mourir les autres (la majorité)". Cela nous le voyons même ici en Côte d'Ivoire. La richesse, qui est le fruit du travail des millions de gens, notamment des prolétaires et des paysans pauvres, ne profite pas à l'ensemble de la société. Le capitalisme veut que ces richesses ne soient réservées qu'à une minorité de parasites, les riches de Cocody, Riviera ou Plateau, mais surtout à leurs maîtres de Paris, New-York ou d'ailleurs. Les populations pauvres d'Abobo, d'Adjamé, de Yopougon ou Anoumabo, qui créent ces richesses par leur travail, n'y ont pas droit. C'est cela qui est à l'origine de la misère, des maladies, de

l'ignorance dont souffre l'écrasante majorité du pays.

C'est dans le monde entier que la société est ainsi organisée : la richesse d'un côté, au profit d'une minorité et la pauvreté, de l'autre, dont souffre l'écrasante majorité. C'est cela qui justifie et caractérise à la fois la faillite du capitalisme, ce système dont Amondji a raison de dire qu'il a échoué. C'est aussi cela qui impose la nécessité d'une autre société. Mais cette dernière, contrairement à ce que dit Amondji, ne peut être qu'une société socialiste.

On peut aisément deviner ce qu'il y a derrière les propos de Marcel Amondji quand il laisse entendre que le socialisme a échoué. Il pense certainement à ce qui se passe dans l'ex-URSS et les pays de l'Est. Mais c'est là une déformation des choses qu'on appelle généralement du mensonge. Les révolutionnaires communistes n'ont jamais prétendu que ces sociétés étaient socialistes. Le socialisme n'est concevable qu'à l'échelle du monde. C'est cet objectif-là que visaient Lénine et ses camarades quand ils ont pris le pouvoir en Russie. Le prolétariat révolutionnaire a arraché les richesses des mains de la bourgeoisie, socialisé, planifié les moyens de production. Cela a permis à l'URSS de faire des réalisations de taille dans plusieurs domaines.

Mais dès le début, Lénine et ses compagnons n'appelaient pas cela du socialisme. Ils savaient que leur pays était pauvre, arriéré, et, par conséquent, la possibilité même d'y jeter les bases d'un développement harmonieux ne pouvait être envisageable que si la révolution s'étendait notamment dans les

pays riches d'Europe comme l'Allemagne, la France ou l'Angleterre. Et pour ce faire, ils ont créé un parti mondial de la révolution, la Troisième Internationale, afin que le mot d'ordre de "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" soit une réalité vivante, sous la forme de la création de grands ensembles où les travailleurs mettraient en commun les richesses arrachées aux bourgeois pour résoudre collectivement les problèmes de la société.

Mais, l'expérience russe est restée isolée. La révolution ne s'est pas étendue aux autres pays d'Europe, à cause surtout de la trahison des socio-démocrates, c'est-à-dire des représentants des travailleurs, passés dans le camp de la bourgeoisie. La bureaucratisation du régime a amené au pouvoir des gens comme Staline qui mettront fin à toute perspective internationaliste. Au nom de l'idée de "construire le socialisme dans un seul pays" notamment en Russie, la bureaucratie stalinienne imposera une dictature barbare au pays. Elle falsifiera, déformera les idées communistes révolutionnaires. La Russie stalinienne sera un cimetière pour les idées communistes auparavant défendues avec acharnement et au prix de leur vie par Lénine et ses compagnons.

Quant aux pays de l'Est, ils n'ont de socialiste que le nom : ils sont le produit de l'occupation par l'armée rouge, devenue complètement réactionnaire sous Staline, pendant la deuxième guerre mondiale.

C'est cette politique-là, le stalinisme, auquel ont

longtemps cru des nationalistes comme Amondji justement, qui a échoué et non le socialisme ! Les propos d'Amondji ne sont qu'une expression de la pression que la bourgeoisie exerce sur les intellectuels, ces larbins au service des riches.

L'humanité souffre en réalité d'un drame planétaire qui s'appelle le capitalisme. La situation de nos pays en est une parfaite illustration. L'Afrique entière est étranglée par le capitalisme. Tout le continent sombre irrésistiblement dans la désolation. Aucun pays n'est épargné, aucune région non plus. Partout, les masses populaires souffrent de misère. Dans les villes comme dans les campagnes, la vie devient de plus en plus dure, on mange de moins en moins à sa faim. Les rares dispensaires ou hôpitaux se transforment en véritables mouiroirs. Les bidonvilles se généralisent avec leurs égouts à ciel ouvert, leurs saletés et leurs maladies, comme la méningite qui vient de faire plus de 1000 morts au Niger. C'est le dénuement total dans les écoles, les collèges, les lycées ou les universités. Chaque année des millions de jeunes sont par masse versés dans le chômage. De plus en plus, des enfants de 8 à 10 ans sont obligés de travailler ou réduits à être des cirEURS de chaussure. Des usines, des banques se ferment. Les licenciements sont monnaie courante. Partout, c'est la dégradation des conditions de vie des masses pauvres et ce dans un climat de violence de toutes sortes : criminalité, banditisme mais aussi guerres ethniques ou religieuses, comme au Rwanda, Burundi, Libéria, Algérie ou Soudan.

La situation est la même, partout dans ce monde capitaliste, notamment dans les

autres pays pauvres de la planète : les 3/4 de l'humanité vivent en dessous du seuil de la pauvreté, dans la misère, les maladies et les bidonvilles, victimes de la violence de tout genre et des dictatures.

Même dans les pays développés comme les Etats-Unis, la France ou l'Allemagne, qui sont riches grâce à l'exploitation de leurs propres masses populaires et au pillage des pays pauvres, il y a d'un côté une minorité de bourgeois qui détient toutes les richesses alors que la majorité des masses travailleuses n'a rien ou juste de quoi vivre ou survivre dans certains cas. En France, par exemple, comme on l'a montré tout récemment à la télé, des milliers de gens sont sans domicile. Certains sont morts de froid pendant l'hiver. C'est la même chose dans les autres pays riches. Aux Etats-Unis, le pays le plus riche du monde, des millions de gens vivent dans les jardins publics ou les rues. Certains d'entre eux sont des travailleurs qui ont un boulot, un salaire, mais sont incapables de pouvoir payer un loyer, tellement le prix est cher. Depuis la crise, dans tous ces pays, des pans entiers de la classe ouvrière tombent dans la misère, la pauvreté, vivent grâce à la charité alors qu'en même temps des bourgeois continuent à s'enrichir grâce à l'exploitation des travailleurs et peuvent se permettre de s'acheter un simple tableau à des millions de dollars !

C'est cette situation d'ensemble qui explique que le capitalisme a failli ! C'est en cela également que la seule solution, c'est le socialisme, c'est-à-dire la mise en commun des richesses à l'échelle du monde pour résoudre les besoins

collectifs des hommes.

Pour cela, la perspective est de renouer avec les idées révolutionnaires communistes de Marx, Engels et Lénine. Le prolétariat d'Afrique et d'ailleurs a intérêt à s'organiser, se doter d'un parti révolutionnaire à part, indépendant de ceux de la bourgeoisie. C'est l'une des conditions nécessaires pour qu'il s'attaque à l'ordre de la bourgeoisie, qu'il lui arrache le pouvoir politique et les moyens de production. C'est ainsi qu'en détruisant l'ordre de la bourgeoisie à l'échelle de la planète, le prolétariat mondial

pourra réorganiser autrement la société, en mettant les richesses au service de l'humanité entière pour résoudre de façon collective les problèmes des hommes.

Le socialisme n'est pas une simple lubie dont se gargarisent des esprits en mal de constructions chimériques. C'est une nécessité incontournable dont le capitalisme ne donne pas seulement une justification, mais aussi les bases réelles de sa réalisation. C'est le seul avenir de l'humanité, l'unique solution pour sortir de la barbarie actuelle du capitalisme.

BURUNDI : LE SPECTRE DU RWANDA PLANE SUR BUJUMBURA

Le 20 mars dernier, des affrontements sanglants ont éclaté au marché central de Bujumbura entre Tutsis et Hutus, faisant quatre morts de part et d'autre. Quelques heures auparavant, une embuscade tendue par des hommes armés sur la route principale au sud-ouest de la capitale avait fait 17 victimes dont trois ressortissants belges. Les autorités burundaises attribuent cette tuerie à des éléments tutsis.

La recrudescence de ces violences meurtrières a repris avec l'assassinat, le 17 mars, du ministre des mines et de l'industrie, un Hutu. Le 18 mars, en représailles vraisemblablement, le maire de Bujumbura, un Tutsi, a été à son tour tué.

Les populations de la

capitale traumatisées par cette brusque remontée de la violence aveugle ont commencé à fuir la ville, toutes ethnies confondues. A tel point que les pays occidentaux comme l'Italie, le France et la Belgique ont fait savoir qu'ils étaient prêts à rapatrier leurs ressortissants à Bujumbura et dans le reste du pays.

En effet ces populations en fuite, y compris les Hutus pourtant majoritaires dans le pays (80 à 85%), craignent pour leur vie. Elles ont peur, à juste raison, que les massacres qui ont eu lieu au Rwanda, pays voisin, n'éclatent aussi dans leur pays.

Contrairement au Rwanda, depuis bien longtemps, ce sont les Tutsis minoritaires dans le pays qui font la loi. Les

principaux leviers de commande et le pouvoir politique se trouvent entre leurs mains, ainsi que l'armée dans son ensemble et les milices essentiellement composées de Tutsis.

A l'origine, l'opposition Hutus-Tutsis n'existait pas. Il y avait bien sûr une différenciation sociale et pas seulement ethnique. Hutu, Tutsi et Twa parlaient et parlent la même langue; ils avaient et ont les mêmes traditions. C'est le colonialisme belge qui a monté en épingle la diversité ethnique pour l'exploiter à son profit. Il a choisi ses auxiliaires uniquement dans les rangs des Tutsis. Au moment de

l'indépendance, les colons belges ont laissé le pouvoir aux Tutsis. Ce qui a pour conséquence de dresser les autres ethnies majoritaires contre les Tutsis.

Bien sûr les dirigeants tutsis et hutus qui ensanglantent le pays pour leurs intérêts personnels doivent un jour répondre des massacres des populations. Mais les impérialismes belge, italien et français qui se bagarrent comme des charognards pour ce morceau de territoire africain sont aussi responsables de la situation au Rwanda et au Burundi.

SOMMET DU MENSONGE ET DE L'HYPOCRISIE A COPENHAGUE

Sous l'égide des Nations Unies, une nouvelle conférence mondiale s'est réunie à Copenhague au début du mois de mars. Les organisateurs ont annoncé qu'ils voulaient approfondir leur réflexion et alimenter leur action car les exclus prolifèrent aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Certains journalistes présents ont même fait semblant de déceler dans les propos des représentants des pays riches des intentions de "co-développement planétaire".

"Lutte contre la pauvreté", "intégration sociale", "création d'emplois", tels étaient également les mots dont se sont gargarisés sans honte ces gens-

là.

D'après les chiffres de l'ONU :

- Un cinquième de la population mondiale pâtit de la faim.

- Un tiers n'a pas accès à l'eau potable

- Un tiers vit dans des conditions de pauvreté extrême.

- L'espérance moyenne de vie n'atteint pas 50 ans en Afrique (60 ans dans d'autres pays sous-développés) pendant qu'elle est de 75 ans dans les pays riches.

Pourtant les pays pauvres doivent continuer à engraisser les banques des pays riches en leur versant les remboursements des dettes et leurs intérêts. Une grande partie de leurs ressources doit y être

consacrée. Pour ce faire leurs gouvernements doivent poursuivre leur politique d'austérité et diminuer les déficits budgétaires par des plans d'ajustement draconien imposés par le FMI.

Le continent africain est particulièrement ravagé par l'impérialisme. La raison fondamentale de son sous-développement est la même que celle de l'ensemble des pays dits du Tiers-Monde : c'est le pillage par l'impérialisme.

La situation ne cesse de s'aggraver car le poids de l'Afrique dans le commerce mondial a chuté de moitié entre 1970 et 1990, ne se réduisant plus qu'à 2%.

La malnutrition se répand avec la dégradation accélérée des revenus de la population pauvre. Depuis la dévaluation du CFA dans les anciennes colonies françaises d'Afrique, les gens ne peuvent plus se soigner. Pas tous, car les riches ont les moyens d'aller se faire soigner en France ou ailleurs. Mais pour la majorité des populations africaines, on meurt de maladies banales car le prix des médicaments importés a doublé pendant que le système de

santé se délabre davantage.

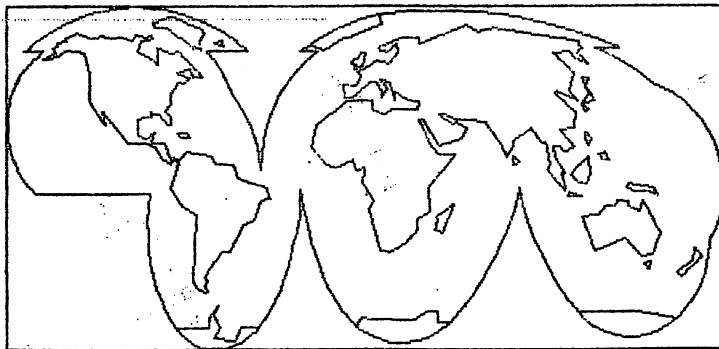
Oui l'Afrique est mortellement malade, mais c'est de l'organisation capitaliste de la société à l'échelle du monde. Les chiffres des institutions internationales telles que l'ONU prouvent que l'Afrique ne stagne pas, elle est démolie d'année en année. Car, sous le capitalisme, l'Afrique ne peut s'attendre à rien d'autre qu'à la plongée permanente dans la misère, les guerres ethniques et la barbarie.

Alors quelques jours, tous les deux ou trois ans, à Copenhague ou ailleurs, les grands de ce monde font semblant de pleurnicher sur la pauvreté et l'exclusion, sans doute pour mieux cacher la responsabilité qu'ils portent.

Les pays riches n'échappent pas non plus à l'"exclusion" car l'Europe est "riche" de 55 millions de pauvres et de 16,5 millions de chômeurs.

Il est urgent que tous les laissés-pour-compte de ce système social anachronique s'organisent et s'unissent pour s'en débarrasser définitivement.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.